



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Décembre 2016

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, soutenances de thèse, événements, actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 6\)](#)

Religion et conflits, Asie du Sud-Est, Moyen-Orient, Russie

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 9\)](#)



[À VENIR \(p. 13\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE



Camille EVRARD

Arrivée de Camille EVRARD, nouvelle postdoctorante à l'IRSEM

Camille EVRARD a soutenu sa thèse en juillet 2015 à l'Université Paris 1 sur *L'Histoire des armées, coloniale puis nationale, en Mauritanie entre 1909 et 1978*, et vient d'achever un contrat postdoctoral au Labex structuration des mondes sociaux de l'UT2J (Toulouse). Elle y a développé une réflexion sur les aspects de son doctorat liés à l'histoire sociale au Sahara colonial : en particulier, les parcours d'acteurs intermédiaires ; la problématique des corps habillés et des hommes en armes auxiliaires de l'État colonial ; la question de la distance culturelle, matérielle, administrative dans le service au désert pour l'empire français. Parallèlement, elle a ouvert un nouveau terrain de recherche à Niamey et s'apprête à développer, à l'IRSEM, une étude comparée de la construction des forces armées du Niger et de la Mauritanie à l'indépendance, qui s'attache plus précisément à l'intégration, dans leurs différents corps, des éléments sahariens ayant déjà servi dans les unités coloniales.

SOUTENANCES DE THÈSE



Mélissa LEVAILLANT

Mélissa LEVAILLANT, Jeune Chercheur de l'IRSEM, ancienne boursière DGA-CNRS et qui débutera en janvier 2017 à l'IRSEM comme chercheuse sur l'Inde, a soutenu le 5 décembre à l'IEP de Paris une thèse de science politique intitulée *Le Ministère des Affaires étrangères indien (1947-2015) : La production d'une diplomatie sous-dimensionnée*, sous la direction du professeur Guillaume DEVIN. Ce travail propose une nouvelle perspective d'analyse de la posture diplomatique actuelle de l'Inde sur la scène internationale, qualifiée de « prudente », par le biais de l'étude des institutions de la diplomatie indienne. Ainsi, la thèse étudie les processus d'institutionnalisation et d'adaptation du ministère des Affaires étrangères indien depuis sa création et les effets de la structure et du fonctionnement du ministère sur la conduite de la politique étrangère, particulièrement dans le Golfe. Le dispositif théorique de la thèse conjugue les recherches menées sur l'adaptation des ministères des Affaires étrangères comme acteurs centraux de la diplomatie et la sociologie politique des institutions. La thèse de Mélissa

LEVAILLANT montre ainsi que l'on ne peut comprendre l'évolution de la diplomatie indienne que si l'on l'analyse à partir d'une démarche microsociologique, par l'étude de ses lieux de production.



Samuel FAURE

Samuel FAURE, ancien boursier DGA-CNRS et doctorant rattaché à l'IRSEM, a soutenu le 7 décembre à l'IEP de Paris une thèse de science politique intitulée *Variétés de la décision. Le dilemme de la politique d'armement en Europe : le cas de la*

France de 1945 à nos jours, sous la direction du professeur Christian LEQUESNE. Cette thèse analyse la fabrication de la décision publique à partir de la politique d'armement de la France. Pourquoi la France choisit-elle d'agir simultanément dans le cadre national et de collaborer avec des acteurs internationaux en Europe et dans le monde pour acquérir du matériel de guerre ? Pour y répondre, un modèle explicatif « configurationnel » est mobilisé selon lequel l'interdépendance sociale génère un effet politique. Ce modèle explicatif est élaboré à deux niveaux. Au niveau local de l'action, l'établissement d'une « pratique » (l'autarcie, la coopération ou l'importation) conditionne le choix de la France dans ses acquisitions. Pour vérifier empiriquement la validité de ce mécanisme explicatif, la thèse propose une comparaison de trois cas de décisions : l'avion de combat français Rafale, l'avion de transport multinational A400M et le drone militaire américain Reaper.



Pierre MESSIAEN

Pierre MESSIAEN, jeune chercheur de l'IRSEM, a soutenu le 8 décembre 2016 sa thèse en science politique et relations internationales à l'INALCO, intitulée *Les Conséquences internationales de l'évolution démographique de la Fédération de Russie (1991-2012)*, sous la

direction d'Anne DE TINGUY. Cette thèse a pour objectif d'analyser les relations internationales de la Russie par le biais de son déclin démographique, dont les impacts sur le territoire, l'économie et l'armée participent à redéfinir la puissance russe. Les théories des relations internationales montrent la complexité du lien démographie/relation internationale d'un État. Le déclin démographique russe a participé à une redéfinition des relations avec les pays de la CEI. Le facteur démographique semble peu intégré par les décideurs,

mais il pourrait offrir des opportunités à la Russie. La réalité démographique de l'espace post-soviétique favorise une politique de soft power de Moscou en Asie centrale, notamment au Kazakhstan, et a donc contribué à un changement de la politique étrangère et de la place de la Russie dans le monde.

ÉVÉNEMENTS

30 novembre : Séminaire de méthode avec Adib BENCHERIF (Université d'Ottawa)



Adib BENCHERIF

L'IRSEM a eu le plaisir de recevoir Adib BENCHERIF, doctorant de l'Université d'Ottawa, à l'occasion d'une discussion sur « les représentations des élites touarègues au Mali : conflits de récits autour des rébellions ». Adib BENCHERIF s'intéresse aux représentations et aux imaginaires mobilisés par ces cadres au lendemain de l'Accord de paix d'Alger. Il démontre que plusieurs récits se contredisent, s'entremêlent et structurent la rébellion touarègue. Cette recherche est basée sur un terrain de deux mois réalisé à l'été 2016 au Mali, qui a donné lieu à de nombreux entretiens, et une mission d'observation non participante au sein de la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (la MISAHÉL).

1^{er} décembre : Table ronde *Seizing the Motivations of Contemporary Military Interventions* (avec Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et Alice PANNIER)

L'IRSEM a organisé une table ronde animée en anglais par le directeur de l'IRSEM Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER sur les motivations des interventions militaires. Étaient invités Peter VIGGO JAKOBSEN, *Associate Professor* au Royal Danish Defence College, Nadav KEDEM, chercheuse postdoctorante à l'IRSEM, Stefano RECCHIA, *Lecturer* à l'Université de Cambridge et



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER et Alice PANNIER à la table ronde *Seizing the Motivations of Contemporary Military Interventions*

Olivier SCHMITT, *Associate Professor* au Center for War Studies à l'Université du Danemark. L'objectif était de faire discuter des chercheurs français et étrangers autour des outils méthodologiques qui permettent de saisir l'origine et les processus de décision des interventions. Le chercheur peut-il avoir accès aux « vraies » motivations des États, au-delà des justifications qui peuvent être fournies ? Existe-t-il, dans un cas donné, une motivation principale, ou ces décisions sont-elles le produit d'intérêts variés et potentiellement contradictoires ? Les intervenants ont expliqué les méthodes qu'ils utilisent pour retracer les processus décisionnels (entretiens, archives, analyse des discours) et ont proposé diverses pistes d'interprétation de ces motivations, comme la quête de « statut » international ou les logiques bureaucratiques.

2 décembre : Séminaire *Assessing the Causes of Trump's Election*



Hugo MEIJER et Karlyn BROWMAN et une participante au séminaire *Assessing the Causes of Trump's Election*

L'IRSEM a accueilli Karlyn BROWMAN, *Senior Fellow and Research Coordinator*, American Enterprise Institute, lors du séminaire « *Assessing the Causes of Trump's Election* », organisé par Hugo MEIJER, chercheur IRSEM. Karlyn BROWMAN est spécialiste de la politique interne américaine et des sondages. Sa présentation a porté notamment sur différentes thématiques complémentaires : les difficultés dans l'élaboration de sondages crédibles lors de la compétition électorale entre Donald Trump et Hillary Clinton, les évolutions démographiques du corps électoral américain, les nominations pour le futur cabinet présidentiel de Donald Trump, les implications de son élection pour la diplomatie économique et les accords de libre-échange des États-Unis.

2 décembre : Table ronde sur la sociologie militaire



Table ronde sur la sociologie militaire avec Sébastien JAKUBOWSKI, Claude WEBER, Saïd HADDAD et Christophe LAFAYE

L'IRSEM a organisé une table ronde sur la sociologie militaire à partir de la présentation de trois ouvrages parus au cours de l'année écoulée. La séance était animée par Sébastien JAKUBOWSKI (McF HDR à l'ESPE de Lille Nord), responsable, au sein de l'AFS (Association française de sociologie), du réseau « Sociologie du militaire : sécurité, armées et société ».

Saïd HADDAD, Maître de conférences en sociologie aux écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan, a présenté l'ouvrage collectif qu'il a dirigé sur *Les Armées dans les révolutions arabes*, qui traite du rapport, très différent dans chacun des sept cas étudiés, des armées au politique.

Christophe LAFAYE, docteur en histoire et chercheur au Centre de recherche de Sciences Po Aix, a collecté et analysé l'expérience combattante des militaires du

géné en Afghanistan dans un ouvrage très documenté, intitulé *L'Armée française en Afghanistan : le génie au combat. 2001-2012* (CNRS).

Enfin, Claude WEBER, maître de conférences et directeur du département de sociologie des écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan, a dirigé un ouvrage sur *Les Femmes militaires*, qui rassemble études et témoignages sur le thème du choix et de l'exercice du métier, ainsi que de la carrière militaire, en comparant la France à d'autres pays. Plus de deux heures durant, les trois chercheurs ont présenté leurs livres et répondu aux questions des militaires et civils venus les écouter. L'IRSEM développera à l'avenir des initiatives pour mieux faire connaître les apports de la sociologie appliquée au fait militaire.

5 décembre : Intervention du Lieutenant-colonel Olivier ENTRAYGUES, au sein du séminaire du professeur Alya AGLAN Cultures stratégiques XIX^e-XXI^e siècle. Guerre, politique et sociétés à l'époque contemporaine

Ce séminaire, s'adressant aux étudiants et aux officiers poursuivant une scolarité dans l'enseignement supérieur, permet de présenter, d'étudier et de comprendre la réflexion stratégique depuis les campagnes militaires napoléoniennes jusqu'à nos jours. Il s'inscrit dans le cadre du renforcement du lien entre la défense et le monde universitaire. La première intervention à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne du Lieutenant-colonel ENTRAYGUES, chercheur à l'IRSEM au sein du domaine « Pensée stratégique », a porté sur les cultures stratégiques britanniques. À partir des écrits du Major General Fuller, il a montré l'évolution de la pensée d'un officier atypique, référence pour les penseurs militaires soviétiques et allemands, et le premier à utiliser les méthodes scientifiques pour mieux appréhender la conduite de la guerre et en définir ses principes.

5-6 décembre : Forum International de Dakar sur la Paix et la Sécurité en Afrique avec Sonia LE GOURIELLEC

Les 5 et 6 décembre, le Sénégal accueillait la troisième édition du Forum de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique. Ce forum informel avait pour objectifs de discuter des « solutions efficaces » aux défis sécuritaires du continent. L'IRSEM était représenté par Sonia LE GOURIELLEC, chercheur Afrique de l'Est à l'IRSEM. Cofinancé par une trentaine d'entreprises de défense et de sécurité françaises et européennes, ain-



Sonia LE GOURIELLEC au Forum de Dakar

si qu'une dizaine de partenaires étatiques, il a permis une nouvelle fois aux experts et décideurs politiques de se retrouver et discuter des réponses à apporter aux problématiques sécuritaires en Afrique de l'Ouest. Si la Chine et l'Union européenne ont insisté sur l'importance de la « sécurité durable », les autres intervenants ont souligné la nécessité de prévenir la radicalisation avec des capacités restreintes.

5-7 décembre : Colloque international NATO Nuclear Deterrence After the Warsaw Summit avec Pierre RAZOUX



Les experts présents au colloque international NATO Nuclear Deterrence After the Warsaw Summit

Du 5 au 7 décembre, l'IRSEM a organisé à Rome, conjointement avec la Division recherche du Collège de défense de l'OTAN, une conférence internationale sur « La dissuasion nucléaire de l'OTAN après le sommet de Varsovie ». Ce thème a été développé dans un contexte stratégique très évolutif, marqué par le Brexit, l'élection de Donald Trump aux États-Unis et l'activisme offensif de la Russie de Vladimir Poutine.

Cette conférence très réussie a réuni pendant deux jours une cinquantaine d'experts internationaux du sujet (majoritairement anglo-saxons) autour de plusieurs tables rondes consacrées à la stratégie de l'OTAN, à la Russie, à l'Asie, au Moyen-Orient et à la façon dont les Alliés communiquent – ou pas – sur les questions liées à la dissuasion nucléaire. Les échanges ont permis de mieux cerner les positions des uns et

des autres, tout en réfléchissant sur les évolutions possibles du fait nucléaire en Russie, en Asie et au Moyen-Orient, grâce à la présence de chercheurs turcs, israéliens, russes, ukrainiens, australiens et sud-coréens.

Dans l'ensemble, les participants ont souligné les incertitudes multiples engendrées par l'élection de Donald Trump aux États-Unis. Ils ont également souligné la nécessité pour l'Alliance de faire œuvre de davantage de pédagogie pour mieux sensibiliser les jeunes générations au concept de dissuasion nucléaire. L'engagement de l'IRSEM – représenté par Pierre RAZOUX – en qualité de partenaire de cette conférence s'inscrit clairement dans cette logique et témoigne de la volonté de l'Institut d'investir le champ de la recherche liée à l'évolution de la pensée stratégique relative à la dissuasion nucléaire.

9 décembre : Conférence du German Marshall Fund avec Hugo MEIJER

Le German Marshall Fund of the United States (GMF), en partenariat avec le gouvernement norvégien, le groupe Airbus et l'ambassade du Canada à Paris a organisé, le 9 décembre 2016, la conférence "Transatlantic Fragmentations and Policy Adaptation", à laquelle Hugo MEIJER, chercheur États-Unis et relations transatlantiques, a participé. Cette conférence (triennale) a réuni un groupe d'environ 25 experts de politique étrangère et de défense américaine et européenne et de relations transatlantiques (chercheurs, décideurs et industriels). La conférence était organisée en trois tables rondes durant lesquelles les participants ont élaboré des scénarios sur le futur des relations transatlantiques. Les trois tables rondes portaient respectivement sur (i) les principaux défis pour la politique étrangère européenne ; (ii) les leçons issues des interventions militaires en Afghanistan, Iraq, Libye, Mali et Syrie ; (iii) l'OTAN face à une Russie résurgente.

16 décembre : Séminaire Jeunes Chercheurs avec Jean-Vincent HOLEINDRE

Le dernier séminaire Jeunes Chercheurs de l'année s'est tenu le 16 décembre, à l'École militaire. Il était organisé par Hervé DRÉVILLON, professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne et Conseiller du Directeur du Service historique de la défense, et Jean-Vincent HOLEINDRE, professeur à l'Université de Poitiers et directeur scientifique de l'IRSEM. Bruno TERTRAIS, chercheur et directeur adjoint de la Fondation pour la Re-

cherche stratégique, est intervenu sur le thème des frontières. Caroline BRANDAO, docteur en droit dont la thèse a été soutenue par l'IRSEM, a présenté ses travaux de recherche sur « Comment les nouvelles technologies de l'armement défient le développement du droit des conflits armés au XXI^e siècle ? ».

16 décembre : Séminaire *Strategic Territories in the Baltic Sea Region* avec Céline MARANGÉ

L'IRSEM vient de lancer un cycle de séminaires sur les questions de sécurité dans la région de la mer Baltique. Pour la séance inaugurale, le général suédois Karlis NERETNIEKS nous a fait l'honneur de présenter une conférence sur le thème « Strategic Territories in the Baltic Sea Region: Military Movements and Evolutions of Defense Doctrines ». Il s'est notamment intéressé aux mouvements militaires autour de l'île de Gotland et dans l'enclave de Kaliningrad. Il a également envisagé la perception des actions russes dans la région et les évolutions en matière de doctrine de défense qu'on y observe. Sa présentation a été discutée par Barbara KUNZ, chercheuse au CERFA de l'IFRI et spécialiste des politiques de défense de l'Allemagne et de la Suède, et par Étienne DE DURAND, adjoint du directeur Stratégie de défense, prospective et contre-prolifération de la DGRIS.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article « [Five Recommendations to Pacify Relations Between the ICC and Africa](#) », *Just Security*, 2 décembre 2016.

- Table ronde « Seizing the Motivations of Contemporary Military Interventions », IRSEM, 1^{er} décembre 2016.

- Conférence « Drones et aéronefs pilotés à distance : quelles capacités prévisibles à court, moyen et plus long terme ? », Centre d'étude et de prospective stratégique (CEPS), Maison de la Recherche, Paris, 14 décembre 2016.



Sonia LE GOURIELLEC

- Interview « [Afrique: le grand défi sécuritaire 4/4 Somalie, lac Tchad, Sahel : quand les armées africaines s'unissent](#) », émission « Cultures

Monde », *France Culture*, 8 décembre 2016.



Céline MARANGÉ

- Interview « [Ouzbékistan : la place essentielle de Tachkent en Asie centrale](#) », émission « Enjeux Internationaux », *France Culture*, 9 décembre 2016.

- Lancement d'un cycle de séminaires sur les questions de sécurité dans la Baltique et organisation d'un séminaire sur les territoires stratégiques de la région de la mer Baltique. Invitation du général suédois Karlis NERETNIKS pour une conférence sur le thème « Strategic territories in the Baltic Sea region: military movements and evolutions of defense doctrines », 16 décembre 2016.



Marianne PÉRON-DOISE

- Article « [Corée du Nord : sanctionner n'est pas gérer](#) », *Asyalist*, 5 décembre 2016.

- Article « [La Corée du Sud en plein psychodrame national](#) », *The Conversation*, 9 décembre 2016.

- Article « Le stratège nord-coréen et la réunification de la péninsule : une utopie nucléaire ? », *Stratégique*, 113, 3/2016.

- Conférence « La nouvelle posture de Défense du Japon », colloque *Géopolitique du Japon* au Centre des Hautes Études Scientifiques et Techniques, Collège des Irlandais, Paris, 7 décembre.

- Séminaire « Corée du Nord : une dynastie nucléaire », colloque *Crises et pouvoirs politiques*, Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8, 8 décembre 2016.

- Séminaire « Crise nucléaire nord-coréenne et enjeux stratégiques en Asie du Nord-Est », conférences *Mission Lille Euro métropole Défense Sécurité (MLEDS)*, Lille, le 9 décembre 2016.

- Séminaire « Challenges to maritime Security in Asia and implications for Europe », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, Paris, 16 décembre.

- Interview « [Shinzo Abe en visite à Pearl Harbor, une page qui se tourne?](#) », émission « Décryptage », RFI, 26 décembre 2016.



Pierre RAZOUX

- Introduction et animation de la table ronde de synthèse des débats, colloque international *NATO Nuclear Deterrence after the Warsaw Summit*, IRSEM et Collège de défense de l'OTAN, les 6 et 7 décembre 2016.



Mathias THURA

- Séminaire « Entre contrôle, dépolitisation et effacement : la difficile émergence de la cause des femmes militaires dans les armées », journées d'études *Interroger l'institutionnalisation de la cause des femmes : dynamiques, enjeux, effets*, site Pouchet du CNRS, 1^{er} et 2 décembre.



Amélie ZIMA

- Article « [Sommet de l'OTAN à Varsovie : un bilan](#) », *Politique étrangère*, 81:4, 2016, p. 153-165.

VEILLE SCIENTIFIQUE

RELIGION ET CONFLITS

Lucile MAERTENS, « **Quand les Casques bleus passent au vert. Environnementalisation des activités de maintien de la paix de l'ONU** », *Études Internationales*, 47:1, 2016, p. 57-80.

À partir d'une enquête menée au sein des Départements des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions de l'ONU, cet article met en évidence un processus d'environnementalisation des opérations de maintien de la paix. Il procède d'une dynamique *bottom-up* s'inscrivant dans les préoccupations environnementales croissantes qui se développent sur le terrain et d'une logique *top-down* en se matérialisant par la mise en place, au secrétariat, d'une politique environnementale pour l'ensemble des missions. En dépit d'une mise en œuvre inégale et d'un verdissement limité, l'appropriation de l'environ-

nement par les Casques bleus répond à des objectifs stratégiques de mise à l'agenda de l'environnement auprès des acteurs sécuritaires et de rapprochement entre environnement et sécurité à l'ONU.

Delphine ALLÈS

Chercheur Asie du Sud-Est, religion et conflits

ASIE DU SUD-EST

Bernard F.W. LOO, « [Tanks for nothing! Making sense of the Terrex incident](#) », CSIS, 5 décembre 2016.

La retenue à Hong Kong de véhicules de transport de troupes retournant à Singapour après des exercices de routine effectués à Taïwan n'est pas sans précédent. Les motivations derrière cette dernière ne sont toutefois pas anodines dans un contexte de refroidissement des relations entre la Chine et Singapour ainsi que d'avènement à la présidence de Taïwan de Tsai Ing-wen. L'article considère en effet qu'il s'agit ici d'un rappel à Singapour de respecter l'unicité de la Chine ainsi que d'une incitation peu subtile à cesser sa coopération militaire avec Taïwan sur laquelle la Chine fermait auparavant les yeux. Si Singapour ne voit pas ici « d'incident stratégique » et récupèrera évidemment ses véhicules, c'est le délai de restitution qui affirmera le poids du message de la Chine.

Nalanthi SAMARANAYAKE, « [Bangladesh's Submarines from China: Implications for Bay of Bengal Security](#) », RSIS, 6 décembre 2016.

L'acquisition par le Bangladesh de deux sous-marins chinois semble favoriser une démarche d'encerclement de l'Inde par la Chine. L'article va toutefois au-delà de ces préoccupations en considérant que la modernisation des forces navales du Bangladesh contribue de manière positive aux initiatives de sécurité maritime dans la baie du Bengale et doit de ce fait être encouragée. Il s'agit également d'une opportunité pour l'Inde et le Bangladesh de renforcer leur coopération navale, minime pour le moment.

Benoît DE TRÉGLODÉ

Directeur de recherche Questions régionales Sud

John PARK et Jim WALSH, « [Stopping North Korea Inc : sanctions effectiveness and unintended consequences](#) », MIT Security Studies Program, août 2016, 64 p.

Cette étude minutieuse traite de l'impact des sanctions prises à l'encontre du développement du pro-

gramme d'armes de destruction massive de Pyongyang. Son objet est de déterminer si les sanctions avaient pour intention de réduire ou de stopper le programme nucléaire et balistique nord-coréen, si elles ont généré des effets négatifs ou positifs et enfin comment en améliorer l'efficacité. La méthodologie des auteurs consiste à cibler le système d'acquisition des compagnies étatiques de commerce nord-coréennes. Pour cela ils ont réalisé des entretiens avec des réfugiés nord-coréens durant 3 ans. Leurs conclusions suggèrent que les sanctions ont failli empêcher Pyongyang d'acheter les éléments nécessaires au développement de son programme d'armes mais qu'elles restaient valables dans leurs principes. Toutefois, l'intérêt de l'étude résulte dans les bénéfices opérationnels résultant de l'approche de terrain des auteurs avec la mise au jour des pratiques commerciales de contournement nord-coréenne : recours à des intermédiaires chinois habiles et pouvant plus facilement traiter via des sociétés privées chinoises, résidence en Chine, utilisation de Hong Kong et de l'Asie du Sud-Est comme *hub* commerciaux, recours aux ambassades nord-coréennes à l'étranger. Ces conclusions, on le voit, ramènent à la Chine. Pour autant, les activités illicites d'acteurs privés chinois n'autorisent pas à conclure que l'État chinois encourage de telles pratiques. Ce n'est pas l'un des moindres mérites de l'étude que de donner un éclairage sur des pratiques de contournement sans en tirer de conclusions politiques définitives aboutissant à faire de la Chine le principal responsable de l'échec de la politique de sanctions de la communauté internationale à l'encontre de la Corée du Nord.

Marianne PÉRON-DOISE

Chercheur Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes

MOYEN-ORIENT

Mordechai CHAZIZA, « [The Red-Med Railway: New Opportunities for China, Israel, and the Middle East](#) », *Perspectives Papers*, 385, Begin-Sadat Center for Strategic Studies (BESA), 11 décembre 2016.

Mordechai CHAZIZA, chargé d'enseignement au Collège académique d'Ashkelon, vient de publier au BESA de Tel-Aviv une étude très intéressante sur le projet chinois de construction d'une voie ferrée « stratégique » reliant le port d'Eilat (sur la mer Rouge) à celui d'Ashdod (sur la Méditerranée). Ce projet s'inscrit dans le cadre du « Red-Med Railway »,

destiné à relier la mer Rouge à la Méditerranée de manière à soutenir les échanges économiques entre l'Asie, le Proche-Orient et l'Europe. Cet expert israélien des politiques étrangère et industrielle chinoises (souvent liées) démontre, de nombreux chiffres à l'appui, tout l'intérêt pour la Chine, pour Israël, pour la Jordanie et pour les pays du Sud de l'Europe d'un tel projet permettant de s'affranchir, le cas échéant, d'un canal de Suez dont le coût de traversée ne cesse d'augmenter et dont la sécurité ne serait pas garantie à terme. Il est intéressant de noter que les projets de voies ferrées « stratégiques » se multiplient dans la région. Les Chinois envisagent une seconde voie ferrée entre Suez et Alexandrie (en Égypte), tandis que les Iraniens se veulent les promoteurs d'une nouvelle voie ferrée reliant le golfe Arabo-Persique à la Méditerranée orientale, via l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Pierre RAZOUX

Directeur de recherche Questions régionales Nord

Andrew SCOBELL et Alireza NADER, « [China in the Middle East. The wary Dragon](#) », Rand Corporation, 2016, 87 p.

Cette contribution brosse un tableau très complet de l'évolution des intérêts de la Chine au Moyen-Orient notamment depuis les années 1980 en se focalisant sur les pays piliers : l'Arabie saoudite et l'Iran autour desquels s'articule aujourd'hui une véritable stratégie chinoise fondée sur sa sécurité énergétique mais aussi sur un partenariat commercial et économique plus dense. L'introduction de la Chine au Moyen-Orient remonte à 1956, lorsque Pékin établit des relations diplomatiques avec l'Égypte et la Syrie, suivi au début des années 1970 de liens avec l'Iran, le Koweït, le Liban. Cependant, c'est la seconde phase marquée par ses relations diplomatiques avec Riyad en 1990 et Israël en 1992 qui esquisse les contours de la stratégie prudente de Pékin d'engager des échanges économiques avec trois acteurs clés du Moyen-Orient : l'Iran, l'Arabie saoudite et Israël. Sans trop s'immiscer politiquement, en ne cessant d'accroître ses intérêts économiques, Pékin peut aujourd'hui se prévaloir d'être la seule grande puissance à entretenir de très bonnes relations avec les deux États régionaux pivots et rivaux du Moyen-Orient : l'Iran et l'Arabie saoudite.

Longtemps restée marginale pour la Chine, la région du Moyen-Orient, élargie à l'Asie centrale en ce début de XXI^e siècle, semble devenir en dehors du champ prioritaire de l'Asie Pacifique, la zone d'attrait principale pour Pékin. On peut noter le développement

d'un programme ambitieux d'investissements et d'infrastructure afin de sécuriser ses intérêts. De plus, Riyad comme Téhéran voient dans ce partenaire stable, peu intéressé à s'ingérer dans leurs affaires internes (droits de l'homme, liberté d'expression) une puissance économique globale plus compatible et même susceptible de faire contrepoids aux incertitudes d'une puissance américaine dominée par l'inconnue Donald Trump qui inquiète au plus haut point Téhéran et ne rassure pas beaucoup Riyad.

Alain GRESH, « [Turbulences dans les relations entre l'Arabie saoudite et l'Égypte](#) », *Orient XXI*, 14 décembre 2016.

Bien que traditionnellement complexes et traversées par une concurrence idéologique historique entre le panarabisme nassérien des années 1960 et le panislamisme encouragé sous le roi Faysal, les relations entre l'Égypte et l'Arabie saoudite connaissent à nouveau une période de tensions. Elles étaient pourtant devenues cordiales sous le président Moubarak et jusqu'à la fin du règne du roi Abdallah (décédé en janvier 2015). L'accession au trône du roi Salman, qui inaugure une politique interventionniste inédite, contrarie les ambitions régionales du président Abdel Fatah Al-Sissi dont le pays a été soutenu financièrement à bout de bras par les monarchies du Golfe, au premier rang desquels figure l'Arabie saoudite. L'auteur prend le soin de détailler les divergences de fond qui opposent les deux leaders sur le règlement du conflit syrien : l'approche militaire du conflit au Yémen ou sur la méthode consistant à traiter avec le courant des Frères musulmans. Al-Sissi privilégie une approche éradicatrice, alors que le roi Salman préfère une approche tactique, d'où son rapprochement avec le Qatar et la Turquie. L'auteur résiste néanmoins à la tentation catastrophiste consistant à voir dans ces divergences une rupture de fond, puisque tout divorce entre les deux poids lourds du monde arabe est interdit au vu de la dégradation sécuritaire de la région et de leur hostilité commune aux printemps arabes.

Fatiha DAZI-HÉNI

Chercheur Golfe et Moyen-Orient

RUSSIE

Mikhail KRUKHITIN, « [Ce que signifie l'arrestation d'Oulioukaev pour Rosneft](#) », Centre Carnegie de Moscou, 18 novembre 2016 ; « [Qui a tiré profit de la privatisation partielle de Rosneft](#) », Centre Carnegie

de Moscou, 8 décembre 2016.

Quelques jours avant d'opposer son veto, au Conseil de sécurité de l'ONU, à une résolution concernant une trêve de 7 jours à Alep, la Russie s'est dotée d'une nouvelle « [Conception de politique étrangère de la Fédération de Russie](#) ». Entérinée par le Président russe le 30 novembre 2016, celle-ci remplace et annule la précédente, adoptée en février 2013. Ce document met l'accent sur la nécessité d'une « transition vers une architecture polycentrée » des relations internationales, tout en insistant sur le « rôle central de coordination de l'ONU », présentée comme « la principale organisation de régulation des relations internationales ». Il se fixe notamment pour objectifs de « renforcer les positions des médias russes et des moyens de communication de masse russes dans la sphère d'information globale et de porter à la connaissance de larges cercles de la communauté mondiale le point de vue russe sur les processus mondiaux ».

Mikhail KRUKHITIN, un des meilleurs spécialistes russes des questions énergétiques, a publié sur le site du *Centre Carnegie de Moscou* deux articles en russe au sujet de la stratégie de Rosneft, la grande compagnie pétrolière d'État, qui est née du démantèlement et de la nationalisation de Loukos après l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovski en 2003, et qui assure une part non négligeable des recettes de l'État russe.

Dans « Ce que signifie l'arrestation d'Ouloukaev pour Rosneft », KRUKHITIN revient sur l'arrestation, en novembre, du ministre russe du Développement économique, accusé d'avoir perçu un pot de vin de Rosneft dans le cadre de la vente de Bashneft. Il insiste sur le rôle du dirigeant de Rosneft, Igor Setchin, notant que ce dernier est décidé à « conserver un contrôle complet sur la stratégie et les flux financiers de la compagnie » et que sa stratégie consiste à assurer « un contrôle maximal de l'État, c'est-à-dire du fonctionnaire mandaté, sur l'industrie pétrolière ». Il souligne enfin que « le scandale avec le ministre est devenu un bon prétexte pour remettre à plus tard toute action ultérieure en vue de la privatisation de Rosneft même ».

Le 7 décembre 2016, le président Poutine a annoncé la privatisation de 19,5% du capital de Rosneft. Dans « Qui a tiré profit de la privatisation partielle de Rosneft », KRUKHITIN estime que, si l'opération de privatisation partielle semble « simple, transparente, fondée et utile » puisqu'elle vise à combler une partie du déficit du budget de l'État, elle s'est heurtée à plusieurs obstacles, notamment à la sourde hostilité du

dirigeant de Rosneft et à l'image dégradée de la compagnie, soumise aux sanctions occidentales. Selon lui, il « n'est pas exclu que les moyens (financiers) trouvés aient été transmis à la banque qui a agi en tant que créancier de la transaction pour la privatisation ». Si tel est le cas, « alors la compagnie Rosneft a financé elle-même une part significative de l'achat ».

Céline MARANGÉ

Chercheur Russie, Ukraine et Asie centrale

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



La Libye des Ottomans à Da'ech (1835-2016)

André MARTEL, L'Harmattan, 2016, 308 p.

C'est une excellente initiative de publier une nouvelle édition augmentée et remaniée de l'ouvrage de référence d'André MARTEL sur la Libye, paru initialement aux PUF en 1991. Professeur émérite, grand connaisseur des mondes méditerranéen et arabo-musulman, André MARTEL a parcouru le Maghreb et les confins saharo-sahéliens pendant toute sa carrière universitaire. Il en a tiré une compréhension intime des sociétés tunisiennes et libyennes dont il maîtrise les codes et les enjeux. Tout l'intérêt de cette remarquable étude consiste à s'inscrire à la fois dans une approche historique et sociologique du temps long, mais aussi dans le temps plus court des évolutions géopolitiques de la fin de la guerre froide jusqu'à l'émergence du phénomène Da'ech. Cette nouvelle édition, préfacée par Olivier Pliez, directeur de recherche au CNRS, est brillamment postfacée par Jacques Frémeaux, professeur à l'Université Paris 4 Sorbonne, qui s'impose comme l'un des meilleurs experts de l'histoire de la colonisation des mondes maghrébins.

L'ouvrage, très pédagogique, est scindé en neuf chapitres chronologiques regroupés en deux parties consacrées à la Question d'Orient (1835-1923) et à la nouvelle Question d'Orient (1924-2016). L'appareil critique (chronologie, historiographie, bibliographie commentée) est un modèle du genre, même si l'on aurait aimé davantage de cartes. Les trois derniers

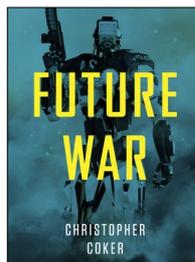
chapters (Entre redressement et échecs – La fin du Raïs – L'implantation de Da'ech) représentent l'apport le plus novateur d'André Martel à l'historiographie immédiate. L'auteur revisite l'enchaînement tragique de l'histoire libyenne de ces trente dernières années, depuis les raids américains de 1986, en prenant la hauteur nécessaire pour resituer les événements dans leur contexte global (géopolitique, économique, sociologique, idéologique, religieux et même philosophique avec une réflexion critique très intéressante sur le concept de choc des civilisations). Il montre comment par-delà le temps, certains acteurs internationaux apparaissent au premier plan de l'histoire libyenne (Égypte, Empire ottoman, Italie, États-Unis), puis régressent sans jamais disparaître pour autant. Il démontre également les contradictions d'un pays passé de statut en statut et qui a finalement opté, au moment de son indépendance, pour le nom donné par son dernier colonisateur.

Comme le souligne Jacques Frémeaux, André MARTEL dépeint splendidement le projet Kadhafi d'une Libye contemporaine tout autant utopique que destructrice (chapters 6 & 7) qui aurait pu inspirer une tragédie antique. Yasmina Khadra s'en est chargé avec sa très fascinante « Dernière nuit du Raïs » (Pocket, 2016) dont la lecture complète très intelligemment celle du livre d'André Martel qui conclut lui-même sa démonstration limpide par le constat suivant : « Liquider Kadhafi ? Pour faire place à qui ou à quoi et comment ? Car comme il le rappelle, le seul véritable obstacle consiste à former un gouvernement accepté par les populations de deux régions dont les leaders ignorent délibérément la différenciation millénaire et l'opposition séculaire entre une Tripolitaine phénicienne et romaine avant même d'être maghrébine, et une Cyrénaïque grecque puis hellénistique rattachée au Machrek : deux pays que l'Islam et l'arabité n'ont jamais véritablement unifiés.

Au bilan, l'ouvrage du professeur André Martel s'impose comme une référence incontournable pour tout étudiant, chercheur ou expert institutionnel souhaitant mieux comprendre la mosaïque libyenne d'aujourd'hui et de demain.

Pierre RAZOUX

Directeur de recherche Questions régionales Nord



Future War

Christopher COKER, Polity Press, 2015, 244 p.

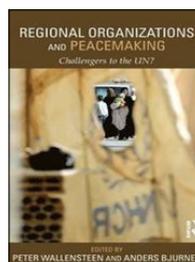
Professeur de relations internationales, Christopher Coker essaie de comprendre quelles seront les technologies de combat futures, en se concentrant sur l'interaction entre science-fiction et technologies en cours de développement. Ce sont les nanotechnologies, le combattant augmenté, la représentation de l'ennemi, ou encore la robotisation et les logiques post-humaines.

L'auteur s'emploie aussi à nous montrer, en étudiant les tendances actuelles, que les conflits ne vont pas évoluer vers moins de violence. Mêlant philosophie, histoire, littérature, recherche scientifique poussée et culture populaire, il nous offre sa vision de la façon dont l'humanité conçoit le conflit armé dans un monde connecté tel que le nôtre.

Christopher COKER souligne ainsi dans son ouvrage l'importance et le poids des logiques liées aux prophéties auto-réalisatrices, qui deviennent les représentations de demain et finissent par diriger les programmes de recherche. Il propose ainsi une vision aussi saisissante qu'inquiétante des armées du futur.

Coline DUCHÉ

Assistante de recherche



Regional Organization and Peacemaking Challenges to the UN?

Peter WALLENSTEEN et Anders BJURNER, Routledge, 2015, 273 p.

Regional Organisation and Peacemaking confronte les points de vue des mondes universitaire et professionnel sur les rôles et l'importance des organisations régionales dans les questions de sécurité internationale parallèlement à l'Organisation des nations unies.

Tout d'abord, Peter WALLENSTEEN et Anders BJURNER, respectivement professeur d'université et ancien ambassadeur suédois, expliquent que depuis la fin de

la guerre froide, les organisations régionales et sous-régionales prennent progressivement une place cruciale dans les efforts de prévention et de résolution des conflits dans le monde, en même temps que l'ONU se renforce. En se basant sur l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient, l'ouvrage étudie les relations entre les organisations régionales et sous-régionales d'une part et de l'autre entre elles et l'ONU.

Outre l'évolution historique d'organisations régionales en Europe telles que l'Union Européenne (UE) et l'Organisation de la sécurité et de la coopération en Europe (OSCE), Anders BJURNER s'interroge sur la nature des relations entre l'UE et l'ONU en termes de concurrence ou de complémentarité. Même si l'UE conçoit sa politique de maintien de la paix et conduit souvent des actions indépendamment de l'ONU, le multilatéralisme qui domine, les ressorts et dynamiques internes à l'UE militent en faveur du rapprochement entre l'UE et l'ONU. Anders BJURNER explique dès lors que l'autorité de l'ONU et la responsabilité première du Conseil de sécurité de l'ONU ne sont en rien remises en cause.

Pour ce qui est de l'Afrique, notamment l'Afrique Subsaharienne, deux constats se dégagent au milieu des années 1990 : une multiplication et une complexification des conflits, doublée d'une plus grande réticence des membres du Conseil de sécurité à intervenir directement. C'est de là que vont se manifester les nombreuses limites d'organisations régionales africaines telles que l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui estiment qu'il faut « apporter des solutions africaines aux problèmes africains ». Cette affirmation pourrait laisser croire à un rejet de l'ONU. Il n'en est rien puisque l'Union Africaine (UA) qui succède à l'OUA, et les organisations régionales africaines s'inscrivent dans une relation de coopération et de légitimation mutuelle vis-à-vis de l'ONU.

Le troisième axe d'analyse de l'ouvrage traite de l'interaction entre la Ligue arabe et l'ONU pendant le printemps arabe (2010-2012). Michael Schulz, chercheur à l'Université de Göteborg, explique que la Ligue arabe est un relais potentiel de l'ONU au regard du chapitre VIII de la charte des Nations unies. Son rôle pendant le printemps arabe (aide à la mise en place de la zone d'exclusion aérienne en Lybie) et celui du conseil de coopération du Golfe augurent une future « division du travail » entre l'ONU et les organisations régionales en matière de sécurité. Au final,

l'ouvrage analyse une large variété de conflits dans lesquelles les organisations régionales et l'ONU interagissent. La complémentarité des actions des deux organisations multilatérales semble être une caractéristique de cette relation.

Sous-lieutenant Kiswendsida Idrissa TAPSOBA



Boko Haram : Parti pour durer

Léon KOUNGOU, L'Harmattan, 2016, 161 p.

Cet ouvrage est construit en deux grandes parties. Dans la première, Léon KOUNGOU analyse l'origine de la menace Boko Haram, son évolution et les alliances qui se créent et dans la seconde, l'auteur scrute les modalités de lutte à l'échelle nationale et sous-régionale (Afrique).

Pour Léon KOUNGOU, la révolution technologique a conduit à l'affaiblissement des États du système international avec l'apparition de nouveaux acteurs économiques couplée d'acteurs transnationaux illicites (crime organisé, terrorisme international). Ce mouvement est né d'un repli identitaire religieux sur fond de frustrations économiques des populations nigérianes du Nord. C'est un mouvement contestataire face au mode de gouvernance des autorités nigérianes fonctionnant en vase clos à Maiduguri dans l'État de Borno (son fief). L'auteur explique que la radicalisation de ce mouvement viendrait de la répression sanglante de ce dernier en 2002 par l'État fédéral, couplée avec l'exécution de son chef spirituel Mohamed Yusuf en 2009. Ce fut une erreur des autorités nigérianes car il aurait été un meilleur interlocuteur dans la recherche d'une issue favorable que l'actuel leader Abubakhar Shekhu.

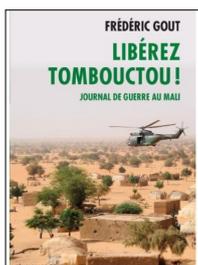
La nouveauté de cet ouvrage est de souligner les limites des deux parties au conflits : Boko Haram et la Coalition du Bassin du Lac Tchad. Il met l'accent sur le manque de coordination qui peuvent encore s'observer au niveau des autorités gouvernementales impliquées dans cette lutte. L'éloignement des gouvernants de l'essentiel à savoir la mise en œuvre d'une stratégie de lutte intégrée contre le terrorisme, l'ab-

sence de politique d'anticipation et les supputations relevant de la théorie du complot ont permis au mouvement de gagner du terrain.

Selon Léon KOUNGOU, contre Boko Haram, deux axes idéalistes semblent possibles : le contrôle de la forêt de Sambiosa et le versant des Monts Mandara érigés en proto-États et le sevrage du mouvement de ses relais dans l'espace de vie Kanouri incorporant des territoires du Nigéria, du Niger, du Cameroun et du Tchad. Il propose de nouer des rapprochements étroits avec les partenaires détenant des expertises et l'expérience nécessaires (comme la France), lever les barrières de souveraineté (permettre aux troupes de la coalition de poursuivre les islamistes dans les États où ils sont retranchés), négocier avec le mouvement en officialisant la médiation des réseaux Kanouri, mettre en place dans l'urgence une véritable politique sociale sur le pourtour du lac Tchad. Pour lui, l'action militaire doit être couplée avec la négociation car le tout militaire entretient le jeu des djihadistes. Il se demande enfin s'il ne faudrait pas laisser s'exprimer tous les islams afin de pouvoir anticiper la lutte contre les violences que certaines de ses tendances fondamentalistes attisent. (se pose la large interrogation de la liberté d'expression des mouvements violents).

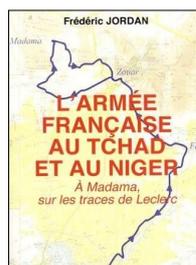
Cet ouvrage propose une réflexion pertinente sur la manière de fonctionner du mouvement terroriste, l'impact de cette menace dans la sous-région et sur l'engagement effectif des États engagés dans cette lutte armée. Nous déplorons que l'angle d'analyse soit plus orienté sur le Cameroun et ne prenne pas en compte les autres États (le Tchad et le Niger). Sur l'expression de tous les islams, il aurait été intéressant que l'auteur la développa (se pose la large question de la liberté d'expression des mouvements violents). Enfin, nous estimons que cela aurait été plus enrichissant si l'auteur y avait inséré des illustrations (cartes, images pour illustrer ces analyses).

Sous-lieutenant Hugues MAHADA



Libérez Tombouctou ! Journal de guerre au Mali

Frédéric GOUT, Tallandier, 2015, 256 p.



L'Armée française au Tchad et au Niger. À Madama, sur les traces de Leclerc

Frédéric JORDAN, Nuvis, 2015, 160 p.

S'inscrivant dans les diverses interventions militaires françaises en Afrique, les deux livres relatent les riches expériences d'officiers de l'armée française en opération extérieure. Le premier, *Libérez Tombouctou ! Journal de guerre au Mali*, et le second *L'Armée française au Tchad et au Niger*, ont été tous les deux publiés en 2015.

Cet ouvrage est un témoignage du Colonel Frédéric Gout, commandant du 5^e Régiment d'Hélicoptères de Combat de l'armée de terre française basé à Pau, qui reçoit l'ordre de déployer son unité au Mali le 11 janvier 2013 dans le cadre de l'opération Serval. Il y commandera au sein de la brigade Serval un Groupement Aériomobile (GAM), baptisé GAM Hombori, avec une vingtaine d'hélicoptères divers et environ 300 soldats. La mission du GAM étant de « libérer Tombouctou », ce récit raconte les aventures du Colonel Gout et de son GAM de leur préparation opérationnelle à Pau jusqu'à Bamako, puis de la capitale malienne jusqu'à l'extrême nord du pays en passant par Sévaré, Tombouctou, Gao, Kidal jusqu'à l'Adrar des Ifoghas. Les témoignages du Colonel Gout racontent également les diverses missions menées par son unité au Mali (évacuations sanitaires, logistiques, transports et plusieurs missions de combat), avant de conclure par une phase de désengagement puis un retour en France.

Le second livre est lui-aussi un ouvrage de témoignage d'un officier de l'armée de terre française. Installé à Ndjamen, le Lieutenant-colonel Frédéric Jordan est à la tête d'une force tripartite composée de près de 265 militaires dont un Détachement Assistance Militaire Opérationnelle, une compagnie d'infanterie nigérienne et une section de combat de l'armée tchadienne. Ils constituent le Groupement tactique Koufra, commandé par le Lieutenant-colonel Jordan avec un état-major tripartite. Au printemps 2014, le groupement reçoit, à partir de Ndjamen, la mission de reconnaître le poste de Madama situé au Nord du Niger. Cet ouvrage narre les aventures du Lieutenant-colonel Jordan et de son unité tripartite. La base opérationnelle avancée temporaire installée à Zouar, la force

accomplit parfaitement sa mission jusqu'à Madama. L'opération est baptisée Barkhane, avant que ce dernier ne soit le nom de l'opération française dans le BSS. Le livre évoque les aspects de la régionalisation des réponses des pays du G5 Sahel (Burkina, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) ainsi que de leur partenariat privilégié avec la France. L'auteur ne manque pas de montrer sa passion pour l'histoire militaire française qui a marqué ce territoire.

Les deux livres ne sont nullement des ouvrages académiques, mais plutôt des témoignages. Ces deux ouvrages relatent des interventions s'inscrivant dans deux opérations militaires françaises avec chacune ses propres particularités. Car tandis que l'une se déroule exclusivement sur un même territoire (Mali), l'autre se joue sur deux pays (Tchad et Niger) créant ainsi les bases d'une coopération régionale sahélienne autour du G5 Sahel et une extension de l'intervention française à cinq pays sahéliens. Autre particularité, tandis que le premier raconte les manœuvres d'une unité d'appui, le second est marqué par celles d'une unité de mêlée à caractère interarmes.

Sous-lieutenant Tapa DIALLO

À VENIR

Vendredi 6 janvier 2017 : conférence de la ministre de la Défense du Japon



Tomomi INADA, ministre de la Défense du Japon

L'IRSEM a le plaisir d'accueillir vendredi 6 janvier Madame Tomomi INADA, ministre de la défense du Japon, pour une conférence qui portera sur le thème de la politique de défense du Japon. Cette conférence sera prononcée à l'école militaire le vendredi 6 janvier à 9H à l'amphithéâtre Des Vallières.

Mercredi 25 janvier 2017 : conférence *Renouveau de la pensée stratégique de défense*, en présence du ministre de la Défense M. Jean-Yves LE DRIAN et du Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur M. Thierry MANDON

Face à un environnement stratégique complexe, la nécessité d'exploiter une recherche stratégique de haut niveau apparaît indispensable aux travaux d'analyse du ministère de la Défense. Organisée par la DGRIS, cette conférence réunira l'ensemble des acteurs de la communauté nationale de recherche stratégique, qu'elle soit publique ou privée. Il s'agira plus particulièrement d'identifier les attentes réciproques entre chercheurs et décideurs et de valoriser le caractère opérationnel de cette recherche. Les inscriptions sont ouvertes dès le début janvier 2017. L'IRSEM organise la partie de la conférence, en matinée, consacrée aux doctorants et postdoctorants qu'il soutient.

À partir du 26 janvier 2017 : l'Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale, avec Flavien BOURRAT

Dans le cadre de la présidence par la France de l'Initiative 5+5 Défense en Méditerranée occidentale, l'IRSEM va piloter à partir du 26 janvier 2017 les travaux de recherche du Centre Euromaghrébin de Recherche et d'Études Stratégiques (CEMRES). Le thème retenu est « Les enjeux de sécurité liés aux changements climatiques dans l'espace 5+5 : quelles implications pour les politiques de défense ? ». La coordination de la conférence est assurée cette année par Flavien BOURRAT.